



Extrait du registre des délibérations du Conseil Métropolitain

Séance du 03 avril 2015

OBJET : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, RISQUES MAJEURS ET PROJET MÉTROPOLITAIN - Poursuite des procédures d'élaboration et évolution d'un plan local d'urbanisme ou document en tenant lieu, engagées avant le 1^{er} janvier 2015.

Délibération n°7

Rapporteur : Yannik OLLIVIER

Le trois avril deux mille quinze à 10 heures 00, le Conseil métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole s'est réuni sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Christophe FERRARI, Maire de Pont de Claix, Président de la Métropole.

Nombre de conseillers métropolitains en exercice au jour de la séance : **124**

Nombre de conseillers métropolitains votants (présents et représentés) sur la délibération n°7 : **122**

Présents :

Bresson : REBUFFET – **Brié et Angonnes :** BOULEBSOL, CHARVET – **Champ sur Drac :** MANTONNIER, NIVON – **Champagnier :** CLOTEAU – **Claix :** STRECKER – **Corenc :** MERMILLOD-BLONDIN, QUAIX – **Domène :** LONGO, SAVIN – **Echirolles :** LABRIET, MARCHE, MONEL, LEGRAND, PESQUET – **Eybens :** BEJAJI, MEGEVAND – **Fontaine :** TROVERO, DUTRONCY présent de la n°1 à n°5 puis pouvoir à DATHE, THOVISTE, BALDACCHINO – **Gières :** DESSARTS, VERRI – **Grenoble :** BERANGER, BERNARD, BERTRAND, BOUILLON, C. GARNIER, BOUZAIÈNE, CONFESSON présent de la n°1 à n°5 puis pouvoir à MARCHE, CAPDEPON, CHAMUSSY, DATHE, DENOYELLE, HABFAST, JACTAT, JORDANOV, JULLIAN, LHEUREUX, MACRET présent de la n°1 à n°5 puis pouvoir à OUDJAOUDI, MONGABURU, PELLAT-FINET, PIOLLE, KIRKYACHARIAN, RAKOSE présente de la n°1 à n°5 puis pouvoir à DENOYELLE, SABRI présent de la n°1 à n°3 puis pouvoir à MONGABURU à partir de la n°4, SAFAR, SALAT – **Herbeys :** CAUSSE – **Jarrie :** BALESTRIERI, GUERRERO – **La Tronche :** SPINDLER, WOLF – **Le Fontanil-Cornillon :** DE SAINT LEGER, POIRIER – **Le Gua :** MAYOUSSIER – **Meylan :** CARDIN, PEYRIN – **Miribel Lanchâtre :** PUISSAT – **Mont Saint Martin :** VILLOUD – **Montchaboud :** FASOLA – **Murianette :** GRILLO – **Notre Dame de Commiers :** MARRON – **Notre Dame de Mesage :** TOÏA pouvoir à MASNADA de la n°1 à n°3 puis présent – **Noyarey :** ROUX, SUCHEL pouvoir à ROUX de la n°1 à n°5 puis présente – **Poisat :** BURGUN, BUSTOS – **Le Pont de Claix :** BEYAT-GRAND, FERRARI – **Proveysieux :** RAFFIN – **Quaix en Chartreuse :** POULET – **Saint Barthélémy de Séchilienne :** STRAPPAZZON – **Saint Egrève :** BOISSET, HADDAD, KAMOWSKI pouvoir à BOISSET de la n°1 à n°3 puis présente – **Saint Georges de Commiers :** GRIMOUD – **Saint Martin d'Hères :** CUPANI, GAFSI pouvoir à RICHARD de la n°1 à n°5 puis présent, OUDJAOUDI, QUEIROS, RUBES, VEYRET, ZITOUNI pouvoir à BEYAT-GRAND de la n°1 à n°3 puis présente – **Saint Martin**

Le Vinoux : OLLIVIER, PERINEL – **Saint Paul de Varcès** : CURTET, RICHARD – **Saint Pierre de Mésage** : MASNADA – **Le Sappey en Chartreuse** : ESCARON – **Sarcenas** : LOVERA – **Sassenage** : BRITES pouvoir à COIGNE de la n°1 à n°3 puis présente, COIGNE – **Séchillienne** : PLENET – **Seyssinet Pariset** : BROUZET présente de la n°1 à n°5 puis pouvoir à REPELLIN, LISSY, REPELLIN – **Seyssins** : HUGELE – **Varces Allières et Risset** : BEJUY, CORBET – **Vaulnaveys Le Haut** : A. GARNIER, RAVET – **Venon** : GERBIER – **Veurey-Voroize** : JULLIEN – **Vif** : GENET – **Vizille** : AUDINOS, BIZEC.

Excusés ayant donné pouvoir sur toute la séance :

Claix : OCTRU à STRECKER – **Echirolles** : SULLI à LEGRAND – **Grenoble** : BURBA à JORDANOV, CAZENAVE à CHAMUSSY, CLOUAIRE à JULLIAN, FRISTOT à C. GARNIER, MARTIN à KIRKYACHARIAN – **Le Pont de Claix** : DURAND à LABRIET – **Meylan** : TARDY à PEYRIN – **Saint Georges de Commiers** : BONO à GRIMOUD – **Sassenage** : BELLE à LISSY – **Seyssins** : MOROTE à HUGELE – **Vaulnaveys Le Bas** : GAUTHIER à CAUSSE – **Vif** : VIAL à GENET.

Absents :

Echirolles : JOLLY – **Grenoble** : D'ORNANO

Monsieur Luc PUISSAT a été nommé secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Grenoble-Alpes-Métropole » ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu les délibérations des Conseils Municipaux prescrivant l'élaboration ou l'évolution de leur plan local d'urbanisme (PLU) ou document d'urbanisme en tenant lieu (liste jointe en annexe) ;

Vu les délibérations des Conseils Municipaux autorisant la poursuite par Grenoble-Alpes Métropole de la ou les procédures d'élaboration ou d'évolution de leur PLU ou document d'urbanisme en tenant lieu (liste jointe en annexe) ;

Depuis le 1er janvier 2015, Grenoble Alpes Métropole exerce notamment la compétence «plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ». L'exercice de cette compétence par la métropole ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même les procédures d'élaboration ou d'évolution de leur PLU ou document d'urbanisme en tenant lieu. Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de ces procédures.

En effet, l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : « Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence ».

Dans un souci de continuité de l'action publique et de réponse aux enjeux opérationnels d'aménagement sur notre territoire, il est proposé de poursuivre les procédures d'élaboration ou d'évolution de document d'urbanisme engagées avant le 1^{er} janvier 2015, pour lesquelles la commune a donné son accord et listées ci-après. Cette liste pourra être complétée par délibération ultérieure.

Procédures d'élaboration de plan local d'urbanisme engagées par les communes de :

- Bresson
- Brié-et-Angonnes
- Champagnier
- Champ-sur-Drac
- Domène
- Herbeys
- Jarrie
- Le Gua
- Le Pont-de-Claix
- Mont-Saint-Martin

- Notre-Dame-de-Mésage
- Saint-Martin-d'Hères
- Vaulnaveys-le-Bas
- Vizille

Procédures d'élaboration partielle engagée par la commune de :

- Vif

Procédures de révision de plan local d'urbanisme engagées par les communes de :

- Claix
- Échirolles
- Eybens
- Gières
- La Tronche
- Le Fontanil-Cornillon
- Noyarey
- Sassenage
- Seyssins
- Vaulnaveys-le-Haut
- Vif

Procédures de modification simplifiée suivantes :

- Brié-et-Angonnes, modification simplifiée n°3 du POS
- Herbeys, modification simplifiée du POS
- Le Fontanil-Cornillon, modification simplifiée n°2 du PLU

Procédures de modification suivantes :

- Echirolles, modification n°7 du PLU
- Fontaine, modification n°2 du PLU
- Gières, modification n°5 du PLU
- Varcès-Allières et Risset, modification n°3 du PLU

Procédures de déclarations de projets avec mise en compatibilité suivantes :

- Domène, déclaration de projet prescrite par délibération du 22 décembre 2014
- Le Fontanil-Cornillon, déclaration de projet N°4 prescrite par délibération du 18 novembre 2014
- Le Fontanil-Cornillon, déclaration de projet N°5 prescrite par délibération du 18 décembre 2014
- Le Sappey en Chartreuse, déclaration de projet prescrite par délibération du 13 novembre 2014
- Sassenage, déclaration de projet prescrite par délibération du 18 décembre 2014

La présente délibération sera transmise aux Maires des communes concernées ainsi qu'à Monsieur le Préfet de l'Isère. Elle sera affichée durant un mois au siège de Grenoble-Alpes Métropole et publiée au recueil des actes administratifs (la publication au recueil ne concerne que les communes de plus de 3500 habitants). Elle sera en outre affichée en mairie des communes concernées.

Après examen de la Commission Territoire Durable du 13 mars 2015, et après en avoir délibéré, le Conseil Métropolitain :

- décide de poursuivre les procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou documents d'urbanisme en tenant lieu, engagées avant le 1^{er} janvier 2015 et présentées ci-dessus ;
- autorise le président à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Conclusions adoptées à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président,

Christophe FERRARI

La présente délibération a été affichée le 3 avril 2015.